

ARCHIVES

# Le passé numérique du futur

Luc Caregari

**Samedi passé, l'Institut d'histoire du temps présent - désormais C2DH, puisque ça sonne plus cool - a organisé sa première conférence sur la numérisation des archives. L'occasion pour le woxx de revenir sur les enjeux des changements à venir.**

D'emblée, le nouveau directeur du C2DH (Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History), Andreas Fickers, a mis en avant une caractéristique essentielle de la fonction des archives dans toute société : « Les archives sont avant tout des lieux de pouvoir. » Et en effet, que ce soit le roi belge Léopold qui laisse brûler toutes ses archives congolaises avant de céder sa colonie privée à l'État belge ou les révolutionnaires français qui, quelques mois après la prise de la Bastille, nomment directement un archiviste pour s'occuper de pérenniser la mémoire de leur mouvement - celui qui décide de la mémoire est toujours aussi celui qui détermine le narratif national et donc, en fin de compte, l'image d'une nation, d'une société ou d'une communauté.

Naturellement la numérisation - ou le dépôt électronique comme le définit le texte de loi spécifique - est un enjeu supplémentaire, tourné vers l'avenir et qui risque de changer profondément la donne. Car une

meilleure disponibilité n'est pas uniquement plus pratique, mais le regard porté sur ces documents est altéré - ne serait-ce que parce que la numérisation permet aussi de mettre en relation virtuelle des documents qui, sur le papier seraient plus difficiles à rapprocher. Mais la façon de numériser est aussi une question d'envergure : comment classer les documents numériques et selon quels critères ? Ce sont des décisions qui détermineront aussi comment les générations futures se retrouveront dans leur passé. Car, selon la directrice des Archives nationales, Josée Kirps, « digitaliser un fonds d'archives est bien plus que mettre des documents sous une photocopieuse. Les fonds dont nous disposons sont très divers en format et en qualité - il faut donc aussi prendre des décisions en permanence sur comment présenter digitalement certains documents ».

## Lieux de pouvoir

La structure de notre mémoire est donc sur le point de changer profondément. Et malgré les nouvelles lois, celle sur le dépôt électronique déjà passée et celle sur les archives en général, toujours en attente - et pour cause, après le premier dépôt du texte une directive européenne sur le respect de la vie privée a soulevé des

contradictions -, le Luxembourg est loin d'être prêt à relever tous les défis. Ainsi, Josée Kirps a estimé qu'il faudrait compter un archiviste pour numériser 1,5 kilomètre d'archives : « Ce qui fait qu'en théorie on aurait besoin de 80 personnes chargées de la digitalisation. Mais en ce moment, on a 35 personnes qui travaillent aux Archives nationales. Ce n'est donc pas prioritairement une question de budget, mais une question de ressources humaines qui manquent à l'appel », a-t-elle déclaré lors de la conférence de samedi dernier.

Toujours est-il que la numérisation n'est qu'un des défis majeurs auxquels les Archives nationales - qui avant s'appelaient Archives de l'État, ce qui est déjà déterminant - sont confrontées. Se pose toujours la question épineuse de l'infrastructure, car les locaux actuels sont trop exigus. Les plus de 50 kilomètres d'archives sont dispersés sur plusieurs sites, ce qui compromet l'accessibilité à certains fonds.

Mais les problèmes physiques ne sont pas les seuls à tracasser la communauté des chercheurs. La question de l'accès peut dépendre de plusieurs critères : le fait que les fonds qui intéressent le chercheur ont été inventoriés - s'ils ne le sont pas, alors l'accès est barré - et la situation juridique de certains documents sensibles. Le

woxx a rencontré certains chercheurs qui se plaignent de situations peu claires et de mauvaise volonté bureaucratique : « Ce que je peux dire, c'est qu'ils sont très pénibles et que les Archives nationales aiment bien renvoyer la balle entre le chercheur et le parquet (chargé des autorisations pour accéder à certains fonds, ndlr) », nous a confié sous couvert d'anonymat un chercheur dont le travail dépend en grande partie de l'accès à certains fonds.

## La digitalisation : pas une panacée

Un exemple d'une telle confusion est l'accès aux dossiers de la police des étrangers (« Fremdenpolizei »). Ainsi, voulant accéder à ce fonds, des chercheurs se sont vu opposer l'obligation de demander l'autorisation du parquet avant de pouvoir entamer leurs recherches. Or, il s'est avéré qu'une telle autorisation n'est pas nécessaire. Consulté par le woxx, le procureur général adjoint, Jeannot Nies, a confirmé : « Les dossiers de la police des étrangers ne nécessitent pas une autorisation de la part du procureur général d'État, puisqu'il s'agit de dossiers purement administratifs et cela même s'ils contenaient des pièces émanant de la gendarmerie ou de la police grand-ducale, res-



Encore et toujours, une vraie culture d'archives fait défaut au grand-duché.

pectivement des pièces provenant initialement d'une juridiction, à l'instar d'une copie de jugement rendu à l'encontre d'un étranger. »

La confusion pourrait provenir du fait que l'accès aux dossiers de la justice est toujours réglé par un décret du 18 juin 1811 (et accessoirement un règlement grand-ducal de l'année 2001). Cet état de choses changera certes avec la nouvelle loi (qui est actuellement examinée par la commission parlementaire chargée de la culture), comme nous l'a expliqué la responsable de la section contemporaine aux Archives nationales, Corinne Schroeder : « Un des objectifs de la nouvelle loi est de régler de façon plus transparente la consultation des archives, y compris les fonds nécessitant jusqu'à présent une autorisation du parquet. D'ailleurs, le délai de consultation (qui est actuellement de 30 ans) sera abaissé. Et puis, finalement, le décret de 1811 sera changé de façon à ce que le chercheur ne doive déposer une demande qu'au cas où il souhaiterait consulter des documents qui n'ont pas encore atteint l'âge légal de consultation. »

Mais au-delà des bienfaits à attendre de la nouvelle loi - qui a été mise sur les rails en 2015 -, d'autres problèmes persistent. Comme le raconte le chercheur universitaire Benoît Majerus, qui est en train de préparer

une grande recherche sur la place financière, « il y a de grandes différences entre les fonds et leur accessibilité. Cela ne dépend pas toujours des Archives nationales elles-mêmes, mais aussi beaucoup des institutions. Ainsi, nous avons eu la bonne surprise d'être plutôt bien accueillis par la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF). Certes, tout n'est pas accessible et la CSSF se garde le droit d'autoriser ou non l'accès à certains documents, mais son attitude positive, voire sa conscience de l'importance des archives est déjà une bonne chose ». Surtout que les chercheurs ont constaté que cette conscience n'est pas partout la même. Ainsi la Bourse de Luxembourg n'était pas au courant qu'elle pouvait verser toutes ses archives aux Archives nationales - même si maintenant elle serait prête à faire ce pas.

Mais là où le bât blesse, c'est quand il s'agit d'institutions gouvernementales : « Même si nous avons accès aux rapports des commissions parlementaires chargées des finances, on ne peut pas dire la même chose des archives du ministère des Finances », regrette Majerus. Et pour cause : l'inventaire des documents archivés par le ministère des Finances s'arrête à la Première Guerre mondiale. Tout ce qui a été versé après cette période reste donc inaccessible

aux chercheurs. Ainsi, Majerus espère aussi que la nouvelle loi va contribuer à améliorer les choses et aussi à faire bouger les mentalités : « C'est clairement l'État qui a négligé de mettre en place une politique proactive en matière d'archives. Au Luxembourg, il n'y a pas de culture d'archives », déplore-t-il.

### Manque de culture d'archives

Pour que cela change, il faudra donc, bien plus qu'une nouvelle loi, un changement de mentalité. Alors que le présent semble assez morne et compliqué, il reste l'espoir que les générations futures ne verront pas les archives du même œil. Ce qui est aussi petit à petit en train de se produire. Ainsi, la « Jonk BAD », qui rassemble les étudiants aspirants bibliothécaires, archivistes et documentalistes est en train de faire changer l'image que les jeunes ont de ce métier. « Il faut faire respecter notre travail et montrer aux jeunes qu'une archiviste n'est pas la même empoisonnée avec sa tasse de thé qui ne fait rien d'autre que moisir entre des tonnes de papier jauni », confirme Daphné Boehles, proche de la jeune association et bibliothécaire-documentaliste au Centre national de littérature (CNL) à Mersch. Si elle partage avec Benoît Majerus le constat que le Luxembourg a raté le coche en

ce qui concerne une vraie culture des archives et des bibliothèques en général - « un problème politique aussi » selon elle -, elle est un brin plus optimiste pour l'avenir, surtout en ce qui concerne la numérisation : « Car avec elle le profil de ces métiers va beaucoup changer. Il faudra être informaticien pour gérer les banques de données, versé en relations publiques pour que l'aspect service public soit garanti et puis aussi avoir une certaine sensibilité et une connaissance des fonds qu'on gère. Il y a donc des débouchés partout : nous gérons des informations à l'ère digitale. Cela devrait attirer plus de jeunes, j'y crois en tout cas. Avec une meilleure mise en avant, le public comprendra que ce type de métier peut aussi être sexy », espère-t-elle. En tout cas, selon Daphné Boehles, une dizaine de jeunes Luxembourgeois sont en train de faire ce type d'études - s'y ajoutent quatre historiens en fin d'études qui sont intéressés par une spécialisation supplémentaire dans le domaine de l'archivage. Une petite lueur d'espoir existe donc bel et bien pour que le grand-duché traite un jour sa mémoire avec la dignité qu'elle mérite.